

CONNAISSANCE ³⁸ DE L'EMPLOI

LE 4 PAGES DU **CENTRE D'ÉTUDES DE L'EMPLOI**, N° 38, JANVIER 2007

Le 1^{er} janvier 2007, la Roumanie – comme la Bulgarie (cf. Connaissance de l'emploi n° 37, décembre 2006) – a intégré l'Union européenne (UE).

La Roumanie compte 21,6 millions d'habitants, dont 8,2 millions en emploi. Après une transition économique difficile engendrée par la chute du communisme en 1989, l'inflation passe sous la barre des 10 % en 2005 et les investissements étrangers augmentent fortement. Mais, malgré une reprise économique en 2000, la population en emploi continue à diminuer. Le développement du tertiaire et de la construction ne réussit effectivement pas encore à compenser les pertes d'emploi dues aux restructurations du secteur industriel. En outre, le travail illégal – principalement concentré dans le secteur agricole sous la forme d'une agriculture de semi subsistance – et l'immigration temporaire sont encore très importants dans le pays.

L'emploi en Roumanie

CRISTINA BOBOC

Laboratoire d'économie d'Orléans et Académie des sciences économiques de Bucarest

OANA CALAVREZO

CEE et Laboratoire d'économie d'Orléans

En janvier 2007, la Roumanie a intégré l'Union européenne (UE). À la frontière est de l'UE, voisine des pays de l'ex-Union soviétique (Ukraine et Moldavie), elle occupe une position géopolitique stratégique, faisant également le lien entre l'Europe et l'Asie, avec son ouverture sur la Mer Noire. Avec une superficie de 236 000 km² (40 % de la France), la Roumanie compte 21,6 millions d'habitants, soit un tiers de la population française. En 2004, les femmes représentaient 48 % des 8,2 millions d'individus en emploi (cf. encadré 1). C'est en outre l'un des pays les plus agraires de l'UE.

Une transition économique difficile

En décembre 1989, le régime communiste de Ceausescu est renversé. Démarré brutalement, le processus de transition s'accompagne de la désintégration du système politique et économique en place. La révolution roumaine est atypique comparée à celle des autres pays ex-communistes. Totalement isolée du point de vue informationnel, la Roumanie possédait un système décisionnel parmi les plus centralisés et sans aucune libéralisation économique. Ceci a conduit à un début de transition chaotique en raison,

notamment, de la complexité à intégrer les fondements de la démocratie et de l'économie de marché. Les problèmes internes, la corruption, l'instabilité politique ou encore le manque de réformes adéquates ont engendré des restructurations et une privatisation difficiles.

En général, le PIB des pays en transition suit une courbe en U (cf. OCDE, 2000), ce qui n'est pas le cas en Roumanie (cf. graphique 1) : entre 1989 et 1992, l'économie est passée d'une phase de contraction initiale à une reprise partielle pour enregistrer, à partir de 1996, une seconde période de déclin. Jusqu'en 2000, la Roumanie connaît une transition mouvementée, due notamment à la discontinuité des réformes politiques, à laquelle succède une période de croissance continue. En 2001, le pays retrouve le niveau du PIB de 1991. De 2001 à 2006, le taux annuel de croissance moyenne se situe autour de 5,5 %. Cette évolution spécifique rapproche la Roumanie des économies post-communistes qui ont suivi un processus de réforme structurelle lente comme la Bulgarie et la Moldavie.

L'économie roumaine a connu une libéralisation des prix assez longue et irrégulière de 1990 à 1997. Avant 1992, la majorité des mesures de contrôle des prix a été supprimée. Toutefois jusqu'à fin 1996, 40 % des prix à la consommation restaient contrôlés (certains produits d'alimentation, l'énergie, les transports, les télécommunications). À partir de fin 1997, tous les prix sont libéralisés. Ainsi, le taux d'inflation a-t-il atteint des valeurs très

Encadré I

LES DONNÉES ET INDICATEURS UTILISÉS

Les données utilisées sont produites par l'Institut national de statistique roumain (www.insse.ro) et proviennent principalement de l'*Annuaire statistique de la Roumanie 2004*, à l'exception de la série des investissements étrangers directs nets émanant de la Banque mondiale (www.banquemondiale.org).

Les indicateurs économiques retenus sont : le PIB en volume, l'inflation, les importations et exportations et les investissements étrangers directs nets. Les exportations, les importations et les investissements étrangers directs nets sont mesurés en dollars courants afin de couvrir la transition économique entre 1991 et 2004 (cf. apparition de l'euro en 1997).

L'évolution démographique est fournie par les chiffres de la population totale, de l'émigration définitive, de l'immigration définitive et de l'émigration temporaire. Les indicateurs de l'émigration et de l'immigration définitives se définissent selon le nombre de personnes qui ont définitivement changé de résidence principale.

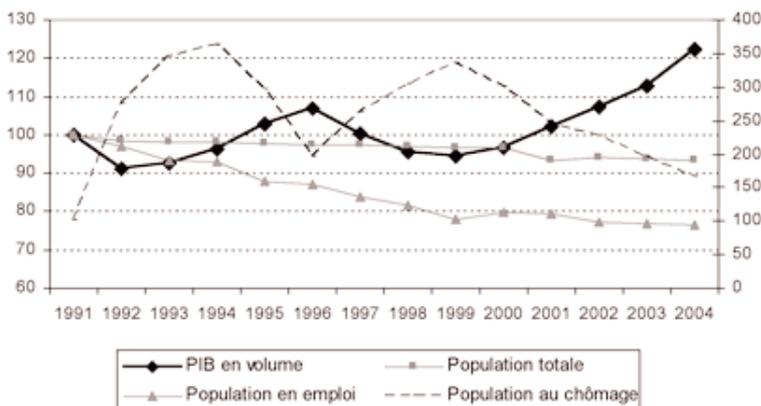
Pour apprécier la situation du marché du travail, nous nous intéressons à la population en emploi, à celle qui est au chômage et au travail illégal. La population en emploi exclut les militaires et personnes assimilées, les détenus et les salariés des organismes politiques. Nous avons fait ce choix afin d'illustrer l'intégralité de l'évolution de l'emploi pendant la transition. La population au chômage comprend les chômeurs inscrits dans les agences nationales pour l'emploi (ANPE). Les frontières entre le chômage, l'inactivité et l'emploi étant floues, les chiffres décrivant la population au chômage sous-estiment la réalité. Les données sur l'émigration temporaire – qui désigne des personnes installées temporairement à l'étranger et conservant leur résidence principale en Roumanie – ou sur le travail illégal restent approximatives car difficiles à saisir.

élevées entre 1997 (150 %) et 1999 (50 %). Au cours des huit dernières années, la Roumanie s'est engagée dans un processus graduel de désinflation parvenant, en 2005, à descendre l'inflation sous la barre des 10 % (9 % en 2005).

Au début de la transition, le volume du commerce extérieur était faible : 9,5 milliards de dollars courants en 1991. Il atteint 53,5 milliards de dollars courants en 2004. Cette augmentation est due à une démonopolisation des activités du commerce extérieur, à la croissance de la compétitivité économique ainsi qu'à l'augmentation des investissements étrangers. Les partenaires commerciaux sont principalement les pays européens qui représentent près de 85 % des importations et des exportations en 2004.

Entre 2000 et 2004, la moyenne des investissements étrangers directs nets est de 2,1 milliards de dollars courants. Ces investissements sont beaucoup plus élevés que ceux de la période 1991-1998, dont la moyenne annuelle n'atteignait que 560 millions de dollars courants. En 2004, les capitaux étrangers ont enregistré un record absolu : plus de 5,4 milliards de dollars courants situant la Roumanie à la deuxième place des pays de l'Europe centrale et orientale (Peco) en termes d'investissements

GRAPHIQUE I
EMPLOI, CHÔMAGE ET PIB EN ROUMANIE
ENTRE 1991 ET 2004



Source : L'Institut national de statistique roumain - *Annuaire statistique de la Roumanie*, 2004.

Lecture : Sur l'échelle de gauche sont représentés les indices du PIB en volume, de la population totale et de la population en emploi. Sur l'échelle de droite est représenté l'indice de la population au chômage. Ces indices sont calculés en base 100 pour l'année 1991.

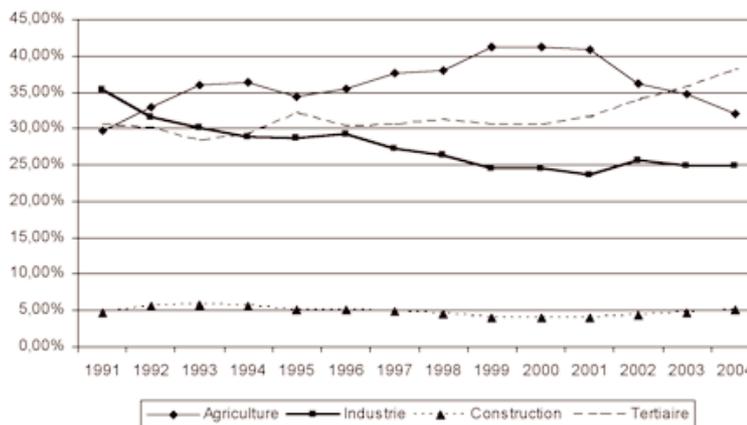
étrangers, derrière la Pologne. Globalement, pendant la transition, les principaux pays investisseurs sont¹ : les Pays-Bas (16 %), l'Autriche (16 %), la France (10 %), l'Allemagne (9 %), la Grèce (8 %), l'Italie (5 %), etc.

1. Les pourcentages correspondent à l'année 2004.

Un marché du travail en pleine mutation

Au cours de la transition, le marché du travail roumain a également connu d'importants bouleversements. Si le graphique 1 illustre clairement le caractère contractuel de l'évolution de la population au chômage, celle du nombre des personnes actives occupées nécessite quelques précisions. La baisse de la population en emploi est beaucoup plus importante que celle de la population totale qui diminue du fait du vieillissement et de l'émigration définitive (cf. encadré 2). Or, malgré le redémarrage économique de l'année 2000, la population en emploi continue à diminuer. Une des explications les plus convaincantes est que les flux des res-

GRAPHIQUE 2
STRUCTURE DE L'EMPLOI EN ROUMANIE
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ (1991-2004)



Source : L'Institut national de statistique roumain - *Annuaire statistique de la Roumanie*, 2004.

structurations ont été beaucoup plus forts que les créations d'emplois de la période 1991-2004.

En 1991, le secteur industriel occupait la majorité des personnes en emploi (35 %), le tertiaire et l'agriculture, chacun 30 %. À partir de 2004, la structure économique change : le tertiaire devient le principal employeur (37 % des personnes en emploi), suivi de l'agriculture (32 %) et de l'industrie (24 %). La construction reste stable sur la période (autour de 5 %) (cf. graphique 2).

Dès 1990, les pertes d'emplois se sont concentrées dans l'industrie, où les fermetures et la privatisation des grandes entreprises étatiques ont conduit à la disparition de branches entières d'activité et à d'importants licenciements. La population employée dans l'industrie est ainsi passée de 3,8 millions d'individus en 1991 à 2 millions en 2004, soit 70 % du nombre d'emplois perdus dans l'économie (2,5 millions d'emplois). De plus, 90 % de ces emplois perdus dans l'industrie correspondent à des emplois manufacturiers.

La construction enregistre pour sa part une évolution contrastée : une hausse des emplois en 1992 et une baisse progressive jusqu'en 2001, puis à nouveau une augmentation.

Le nombre d'emplois du tertiaire évolue quant à lui irrégulièrement (3,3 millions en 1991 et 2,6 millions en 1999), avec des périodes successives de création et de destruction d'emplois. Entre 1991 et 2004, la baisse des emplois dans ce secteur s'est élevée à environ

Encadré 2

LA POPULATION ROUMAINE

Structure et évolution. Entre 1990 et 2004, la structure de la population par sexe reste constante (51 % de femmes) alors que le processus de vieillissement démographique s'accroît : les 60 ans et plus enregistrent une croissance d'environ 17 % passant de 3,6 millions à 4,2 millions de personnes. La population roumaine a par ailleurs baissé de 1,5 millions de personnes. Pour la même période, les jeunes de 0 à 15 ans enregistrent une baisse de 23,7 % à 16,4 %. Le vieillissement démographique (le solde naturel est passé de 2,9 ‰ en 1990 à - 1,9 ‰ en 2004) et la baisse de la natalité (16,5 ‰ en 1988, 13,6 ‰ en 1990, 10,9 ‰ en 1994, pour arriver à 10 ‰ en 2004) risquent d'avoir un fort impact sur les effectifs et la structure future de la force de travail. La baisse de la natalité peut s'expliquer du fait qu'après la révolution, l'avortement et les mesures de contraception, interdits jusqu'alors, ont été légalisés.

Émigration et « fuite des cerveaux ». L'émigration définitive a également contribué au déclin de la population. Si, en 1990 et 1991, elle représente 140 000 personnes, suite aux restrictions de la période communiste, elle se stabilise dans les dernières années autour de 10 à 15 000 personnes par an. Le phénomène le plus frappant est la croissance de la part des émigrés de 26 à 40 ans : en 2004, ils représentaient environ 55 % du nombre des émigrés, contre 26 % en 1990. Ces dernières années, ils émigrent principalement vers l'UE (l'Allemagne et l'Italie), vers les États-Unis et le Canada avec des pourcentages compris entre 15 et 18 % chacun (cf. Constantin & al., 2004). Il convient de noter, en outre, l'augmentation de l'émigration définitive de la population hautement qualifiée : elle équivalait à 25 % des émigrants permanents en 2004. Depuis, l'émigration définitive a été remplacée par l'émigration temporaire qui se fait pour des motivations économiques : par exemple, les travaux saisonniers dans le BTP en Israël ou en Allemagne ou dans l'agriculture, avec la cueillette des fraises en Espagne.

150.000. Toutefois, à partir de 2000, la croissance de l'emploi y est très importante (+ 16 %, soit environ 430 000 créations). Les PME prennent une part essentielle dans cette dynamique : en moyenne, entre 2000 et 2002, 80 % des PME sont concentrées dans le secteur tertiaire.

Après une augmentation substantielle jusqu'en 1994 (+ 14 %), la population active occupée du secteur agricole a diminué de 11 % l'année suivante, pour ensuite croître plus modérément entre 1996 et 2000 (+ 8 %). Le nombre de personnes en emploi dans l'agriculture a augmenté, passant de 3,2 millions en 1991 à 3,6 millions en 2000, le secteur agricole absorbant ainsi les pertes d'emplois de l'industrie, non compensées par le tertiaire. Actuellement, 45 % des Roumains vivent en milieu rural. Le pays occupe la sixième place de l'UE du point de vue de la surface agricole par habitant. Mais, ce potentiel est encore sous-exploité et s'apparente davantage à des formes de travail de semi subsistance.

Jusqu'en 2000-2001, la diminution de la population en emploi est donc clairement mise en évidence par une baisse dans l'industrie, des baisses contrastées dans le tertiaire et la construction et une hausse moins importante dans l'agriculture. Néanmoins, avec le retournement conjoncturel, les emplois baissent dans l'agriculture, se stabilisent dans l'industrie et augmentent dans les autres secteurs. Pourtant, cette augmentation demeure insuffisante même en période de croissance, ne compensant que la moitié des emplois disparus (environ 500 000).

L'importance du travail illégal et de l'émigration temporaire

L'une des conséquences de la transition économique roumaine a été la mutation d'une partie des personnes licenciées vers des formes illégales de travail, vers l'émigration – surtout temporaire (encadré 2) – ou vers l'inactivité (des individus découragés qui sont devenus inactifs).

références

Albu L-L., 2004, « Estimating the Size of Underground Economy in Romania », Mimeo.

Chinararu C., Mocanu C., Zamfir A.M., Munteanu M., 2004, *Les meilleures pratiques pour combattre et prévenir le travail illégal*, L'Institut national de la recherche scientifique sur le travail et de la protection sociale, juin.

Constantin D.L., Vasile V., Preda D., Nicolescu L., 2004, *Le phénomène migratoire du point de vue de l'adhésion roumaine à l'Union européenne*, L'Institut européen roumain, 114 p.

OCDE, 2000, *La politique sociale et la politique du marché du travail en Roumanie*, 194 p.

Les actualités du Centre d'études de l'emploi sont en ligne sur le site www.cee-recherche.fr

La lettre électronique flash.cee vous informe régulièrement des principales activités du Centre d'études de l'emploi et vous signale ses dernières publications

Pour la recevoir par courriel vous pouvez vous inscrire sur la page d'accueil du site

Le travail illégal apparaît principalement dans l'agriculture (sous la forme de productions de subsistance) mais également dans les secteurs de la construction, du commerce, des services à domicile, etc. En 2004, il concerne 11 % de la population en emploi (entre 1 et 1,2 millions d'individus, cf. Chinararu & al., 2004), sachant qu'il permet d'augmenter les revenus des ménages de 25 % (cf. Albu, 2003).

La force de travail temporairement absente est estimée à 20 % du nombre total de salariés. En 2003, l'Office international pour les migrations l'évalue à 1,7 millions d'individus.

Perspectives

L'ouverture à un marché unique européen va exercer des tensions très fortes sur les entreprises locales. Certaines firmes, ou même des secteurs entiers d'activité, pourraient être restructurés, voire même disparaître : les micro-entreprises les plus fragiles, l'industrie minière, la sidérurgie, la métallurgie, l'industrie alimentaire, etc. Simultanément, de nouveaux domaines devraient se développer comme les banques et les assurances, les technologies de l'information, le leasing, le tourisme, les ressources humaines, etc.

À court terme, l'ouverture des frontières et l'attractivité des emplois à l'étranger pourraient conduire à une forte hausse de l'émigration, surtout temporaire. Pourtant, l'adhésion à l'UE devrait accentuer les investissements étrangers, la réorganisation et la « technologisation » de l'économie. En envisageant un scénario similaire à celui des nouveaux Peco adhérents, l'entrée dans l'UE pourrait générer à terme de la croissance et conduire à une situation dans laquelle le nombre d'emplois créés serait supérieur à celui des emplois perdus. La reprise économique de la Roumanie pourrait ainsi en faire un pays d'immigration : d'ores et déjà, 400 000 Moldaves demandent la nationalité roumaine

CENTRE D'ETUDES DE L'EMPLOI

29, promenade Michel Simon
93166 Noisy-le-Grand Cedex
Téléphone : 01 45 92 68 00
Télécopie : 01 49 31 02 44
Mél : cee@mail.enpc.fr
<http://www.cee-recherche.fr>

Directeur de publication : Pierre Ralle
Rédactrice en chef : Marie-Madeleine Vennat
Abonnements, diffusion : Sandrine Ségura
Contact presse : Anne Evans

Imprimerie : Louis-Jean
C.P.A.P. : 3070 ADEP
Dépôt légal : 820 - janvier 2007
ISSN : 1776-2715